



**HAL**  
open science

## Cuba, l'île en mille morceaux

Romy Sanchez

► **To cite this version:**

| Romy Sanchez. Cuba, l'île en mille morceaux. Revue Esprit, 2021. hal-03508188

**HAL Id: hal-03508188**

**<https://hal.science/hal-03508188>**

Submitted on 4 Jan 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## L'île en mille morceaux

En tant que fille d'exilés cubains, on m'a souvent demandé pendant les innombrables conversations sur le destin politique de l'île : « Mais pourquoi les Cubains ne se révoltent-ils pas ? Pourquoi ne descendent-ils pas dans la rue ? ». Après tout, si le sort des citoyens était si désastreux, pourquoi de si longues décennies sans aucune démonstration publique de mécontentement ? Je répondais souvent que la peur était le propre des régimes totalitaires et que le régime castriste était parvenu à instaurer un mode de fonctionnement bien particulier. Les États-Unis et leur embargo comme ennemi parfait aux yeux d'une partie de l'opinion internationale, une économie de la mendicité qui permet à l'île de vivre à crédit ou en échange de services médicaux auprès des « Amis de Cuba », et enfin, un contrôle social inspiré des pires heures de l'URSS. Le prétendu « système » D », qui fait l'enchantement des touristes amusés, est en réalité un aménagement de chaque instant entre citoyens et régime : des esquives, des contournements de la ligne révolutionnaire. Dès qu'on la dépasse, ça coince. Qu'on soit homosexuel en 1965, « déviant ou racaille » en 1980, journaliste « mercenaire » à la solde des États-Unis en 2003 ou « faux artiste dissident payé par le Nord » en 2020, le castrisme désigne ses ennemis comme non-conformes, contre-révolutionnaires et les élimine en les expulsant ou en les emprisonnant, bénéficiant parfois de la faveur de certains en les faisant passer pour des « pro-américains ».

Dimanche 11 juillet, ce ne sont pas « quelques déviants » qui ont pris les rues, mais bien des milliers de citoyens lambda qui, désespérés par la somme des maux, ont décidé d'exprimer leur colère spontanément, aux cris de « À bas la dictature ! » « Ça suffit ! », « Qu'ils s'en aillent ! ». Malgré la clarté de ces slogans, la réponse officielle du gouvernement cubain a été de crier à la pénétration états-unienne. Via les réseaux sociaux, ces nombreux Cubains auraient été manipulés par des agents de l'étranger. Conscients de cet argument massue, certains des manifestants ajoutaient à leurs cris « Nous ne sommes pas des mercenaires ! ». Les États-Unis étaient d'emblée le troisième acteur de ce qui se jouait pour la première fois dans l'île avec cette ampleur et dans ces termes. L'été 1994 avait vu des manifestations comparables émerger au lendemain de la fin de l'empire soviétique, qui alimentait l'île communiste depuis des décennies. Mais les manifestants n'étaient pas aussi nombreux, et le mouvement n'avait pas dépassé La Havane. Fidel Castro avait d'ailleurs résolu le problème en ouvrant la route clandestine de la mer à tous les imprudents qui tentèrent la traversée du détroit de la Floride pour échapper à leur quotidien de pénuries. Seul élément de comparaison : la crise mondiale qui déclenche l'étincelle locale.

Le vase aurait cette fois débordé à cause de coupures de courant à répétition dans certaines municipalités de l'île – le gouvernement cherchant à faire des économies de plus en plus indispensables — et des images d'hôpitaux de la région de Matanzas aux couloirs bondés de patients COVID. Une bien mauvaise publicité pour le pays champion de la « santé pour tous », qui a envoyé ses célèbres médecins aider (contre monnaie) les nations occidentales aux abois au printemps 2020. Ayant rouvert ses frontières aux touristes (denrée indispensable à une économie moribonde), la région la plus en vogue de la Perle des Antilles a été victime de son imprudence et s'est retrouvé dans la situation sanitaire de bien des régions du globe cette année : un pic difficile à juguler avec les moyens du bord.

La première à m'avoir informée des manifestations est une exilée de Madrid, octogénaire. Percluse de douleurs mais très alerte, elle est la fille d'un grand dignitaire de la

Révolution et d'une militante communiste d'avant Castro. Exilée en Espagne dans les années 1970 avec son mari catholique, elle devient dans le Madrid de la fin du XXe siècle, une figure centrale de la diaspora intellectuelle européenne, autour d'une revue qu'elle cofonde, *Encuentro de la cultura cubana*. Pour cette génération née avant la Révolution, ce sursaut est l'espoir qu'ils n'attendaient plus de voir la fin du régime de leur vivant.

Car c'est bien de générations dont il est question ici : les images filmées par les téléphones des manifestants montrent des Cubains majoritairement jeunes, et aussi une grande proportion d'afro-descendants, là où les mouvements plus ponctuels de journalistes indépendants et d'artistes dissidents étaient plutôt à tendance blanche. Une population dissidente qui n'est donc plus réduite à un répertoire supposément restreint, élitiste et déconnecté de la société, puisque c'était là le trio qui le disqualifiait habituellement aux yeux du monde. Sans parler de l'encombrant « exil historique » de Miami, droitier et souvent trumpiste, qui rend toute contestation anti-castriste impossible à défendre aux yeux d'une partie de la gauche internationale. Ces dinosaures de l'exil dit dur sont en train de s'éteindre, et leurs idées semblent s'en aller avec eux.

Pourtant, sur l'interminable écran de Facebook, un phénomène notable montre les évolutions de 62 ans de castrisme : mes cousins partis il y a peu, ayant emprunté la dangereuse route migratoire de l'Amérique centrale et qui étaient à Cuba des apolitiques notoires, sont les plus actifs sur la plate-forme numérique. Ils dénoncent, ils s'indignent. Leur opposition au régime semble proportionnelle aux efforts qu'ils ont dû fournir pour arriver aux États-Unis, où ils sont désormais des migrants presque comme les autres. Depuis la fin du mandat de Barack Obama en effet, ils ne bénéficient plus des traitements de faveur à l'arrivée sur le sol démocratique du voisin du Nord.

Une belle-sœur installée en Floride au début du XXIe siècle publie quant à elle des images trafiquées de porte-avions états-uniens se dirigeant vers l'île, ou de soldats cubano-américains se disant « prêts à partir libérer la patrie ». Plus royalistes que le roi, certains immigrés « récents » reprennent à leur compte la diatribe de la croisade yankee pour libérer l'île de la « tyrannie » communiste. Pour un pays dont quelques centaines de milliers de ressortissants sont à l'étranger et nourrissent l'autre partie de la population en envoyant de l'argent et des denrées, rien d'étonnant à ce que les enjeux soient immédiatement répercutés de l'autre côté de la mer.

Ce fantasme de l'invasion américaine ne date pas de la guerre Froide et de l'embargo, loin de là. Au milieu du XIXe siècle déjà, quand Cuba était espagnole et que quelques patriotes luttèrent depuis l'exil pour en faire une nation indépendante, certains étaient partisans d'une annexion aux États-Unis d'Amérique. Plusieurs expéditions maritimes furent lancées en vain dans les années 1840, depuis New York et La Nouvelle Orléans, pour tenter de rallier les Cubains à cette indépendance sous tutelle. Ses partisans étaient pour la plupart des sudistes esclavagistes qui entendaient étendre leur empire du coton et du sucre à la Caraïbe. Alors déjà, l'idée d'une séparation de l'Espagne au prix d'un tribut aux Nord-Américains divisait les Cubains de l'île et de l'extérieur. Cet échec de « l'invasion américaine » libératrice ou interventionniste, selon les points de vue, est reconduit lors du débarquement de la Baie des Cochons, en avril 1961.

C'est de fait ce spectre de l'intervention yankee qu'une amie havanaise brandit en premier lorsqu'elle m'informe de la situation dans sa ville le 11 juillet : « Pitié, pas d'intervention des USA ! » m'écrit-elle paniquée sur WhatsApp. Elle a d'abord cru à une infiltration de l'ennemi historique. Elle m'avoue à demi-mots, quelques jours plus tard, après la répression violente des manifestants et l'appel à l'affrontement du président Miguel Díaz-Canel, qu'elle est en train de vivre le dernier effondrement de tout ce dans quoi elle a été éduquée et qu'elle avait progressivement déconstruit, jusqu'à n'en garder qu'une dernière portion, désormais anéantie par ce dont « son » gouvernement est capable. Historienne, issue

d'une famille rurale modeste à qui la révolution a « tout donné », elle s'apprêtait pourtant à quitter elle aussi Cuba pour faire sa thèse dans une ville frontalière du Mexique. Après avoir voulu rester coûte que coûte, et défendre les dernières miettes du mythe révolutionnaire cubain, la fatigue d'un quotidien fait de privations et de limitations a eu le dernier mot. Elle me dit entendre les affrontements entre manifestants et force de l'ordre depuis ses fenêtres, près du Capitole de La Havane, et avoir envie de sauter dans un bateau avec sa famille pour fuir cet enfer. Comme souvent avec les proches cubains, les responsables ne sont jamais clairement nommés dans les échanges numériques. Mais en l'occurrence, l'implicite est clair : la faute n'est plus imputable à l'éternel ennemi d'en face.

Interviewé par des confrères latino-américains, un journaliste indépendant cubain, un des rares à pouvoir encore travailler sur place, précise que le mouvement actuel a certes à voir avec le boom des réseaux sociaux, avec le contexte de la pandémie et de la crise économique, mais aussi avec le timing propre au régime. Du temps des Castro, jamais les slogans visant directement la tête du pouvoir n'auraient pu retentir comme c'est le cas aujourd'hui. Ayant volontairement choisi un successeur peu charismatique, un exécutant fidèle et fade, le système castriste a aussi ouvert la voie à des attaques plus ciblées sur sa personne : « Assassin ! » « Bâtard ! », les qualificatifs violents semblent se déchaîner maintenant qu'ils sont permis. Du temps de Fidel, on esquissait un geste de la main pour mimer une barbe. Et encore, en douce. Le seul ami qui m'a dit avoir pris part aux manifestations me l'a écrit sur Facebook de façon évasive : « Oui, oui, j'y étais. Ils ont même lancé des chiens sur nous ». Les slogans ont beau dire « Nous n'avons plus peur », le ton reste évasif. Sans surprise au vu de la répression dont l'appareil castriste est capable.

À New York comme dans les autres pôles de la diaspora, les manifestations de soutien s'organisent. Certains réclament l'instauration d'un « gouvernement en exil », tandis que les autorités cubaines montrent de leur côté des diapositives des comptes Twitter de groupes d'exilés pour montrer à leurs troupes « l'activisme réactionnaire » en action. Là encore, des échos des siècles passés résonnent. Dans les années 1870, les indépendantistes cubains en guerre contre l'empire espagnol s'organisaient à New York pour sensibiliser l'opinion internationale. La presse patriote de Madrid les moquait en tournant en dérision leurs efforts et leurs collectes, dénonçant leur opportunisme et leur vanité. Eux aussi étaient accusés d'être « payés par les Américains ».

À Paris, samedi 17 juillet, des Cubains de tous âges et de tous horizons étaient réunis devant l'ambassade cubaine, avec des pancartes et des drapeaux pour la « liberté de Cuba ». Les anciens côtoyaient les nouveaux venus. L'écrivaine Zoé Valdés arrive, brandissant un drapeau de la Brigade 2506, celle qui se lance à l'assaut de Cuba dans la Baie des Cochons en avril 1961. Une provocation pro-invasion, s'indigne une partie de l'assemblée. Une bien mauvaise étiquette pour un groupe qui cherche, pour une fois, à faire consensus. Comme tous les exils, les Cubains de l'extérieur se divisent malgré la solennité du moment.

D'autres à La Havane et ailleurs gardent le silence. Par peur ou par habitude. Mes cousines sont « à la maison ». « Tout va bien, tout est tranquille à présent ». « Avec la pandémie, c'est bien ce qui nous manquait ». Sans jamais désigner l'agitation par son nom, on attend que ça passe. Et que dire du seul membre de ma famille qui vit dans l'épicentre du mouvement, à San Antonio de los Baños ? Mon demi-frère n'enverra qu'un message quand Internet sera rétabli dans l'île après la coupure préventive que le gouvernement met en place deux heures après le début des manifestations : « Merci pour la recharge ! ». Comme souvent, je lui achète à distance des minutes de forfait téléphonique et des gigas d'Internet pour smartphone. La révolte est loin d'emporter les vieux réflexes avec elle. La révolution a surtout sédimenté une société assistée. Certains ont certes élevé la voix, mais beaucoup d'autres attendent chez eux que la bourrasque passe, en espérant, si ce n'est un changement, de nouveaux envois de la famille de l'étranger, le retour des voyages touristiques et des circuits

de ravitaillements par les voyages des mules, ces Cubains qui achètent au Panama, en Guyane ou en Russie de quoi revendre une fois rentrés des produits introuvables dans l'île.

Et puis il y a ceux qui y croient toujours, ou font semblant d'y croire. Dimanche 18 juillet le gouvernement cubain convoque une manifestation d'ampleur pour montrer que le peuple - le seul, l'unique, le vrai - est avec sa révolution. Les observateurs critiques font remarquer que l'assemblée qui défile devant la Tribune Anti-impérialiste, près du front de mer de La Havane, est nettement plus grisonnante que les manifestants du dimanche précédent. La génération « historique » ou plutôt ses enfants, désormais sexagénaires, vient montrer que Cuba est « dans la continuité ». *Hasta siempre*. Ma tante par alliance est de ceux-là. Ancienne policière des douanes reconvertie dans la vente de DVD piratés, elle me dit par messages que tous ces manifestants n'étaient que des casseurs, des vauriens, et que les réseaux sociaux ont diffusé de fausses informations et des images truquées. De l'autre côté du détroit de la Floride, sa fille, une ancienne directrice de poste reconvertie en éducatrice à Miami, n'est pas dupe du fossé qui s'est creusé entre sa mère et elle. Une partie de Cuba, dans l'île et dans l'exil, est restée figée dans le passé, une autre regarde l'histoire passer depuis la rive, une autre encore a décidé de changer la donne, que ce soit pour conduire un SUV aux États-Unis ou désormais pour crier sa colère dans les rues des villes. Le prix de ces choix n'est pas le même à payer pour tous.

À la manifestation des Cubains de Paris, un slogan improbable a retenti entre les drapeaux : « *El pueblo, unido, jamás será vencido !* ». Cette phrase tirée d'une chanson de Quilapayún est née dans le contexte de l'élection de Salvador Allende au Chili, en 1970. Elle fut d'abord reprise après le coup d'État de Pinochet en signe de solidarité avec les Chiliens réprimés par la dictature. Les causes chiliennes et cubaines ont souvent été lues comme idéologiquement antagonistes, et ce cri de solidarité populaire repris par l'anticastrisme en exil n'est pas sans contradictions historiques. Mais son contenu dit l'inverse de ce que révèle cette explosion politique et sociale de juillet 2021. Le « peuple cubain » est introuvable, et loin d'être uni. Plus que polarisé il est éclaté, fragmenté, en mille morceaux. Ceux de l'intérieur, ceux de l'extérieur, ceux qui font des aller-retours, les conflits de générations, les conflits d'exilés, les nuances sur le blocus-embargo, les méandres de l'opinion internationale...tout semble indiquer que le consensus contre le régime n'aura pas lieu. Les nombreuses forces en puissances se disputent l'idée d'un unisson patriotique tandis que l'île continue à se vider de ses habitants. À trop faire sens pour tout le monde, Cuba finira-t-elle par ne plus rien signifier du tout ? Ou demeurera-t-elle ce réservoir à imaginaires politiques dont les habitants paient le tribut le plus lourd : ni avenir ni ressources, même après un sursaut de conscience ?